

XXI. Hospitalisatieverzekering

Art. 25. De partijen komen overeen om in de hospitalisatieverzekering volgende zaken te laten opnemen :

de dekking van maxi - en superforfaits (One Day Clinic) bij daghospitalisatie;

de periode van pre- en posthospitalisatie uit te breiden naar 2 maanden voor en 6 maanden na de hospitalisatie.

XXIII. Geldigheid

Art. 26. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 februari 1999 en houdt op van kracht te zijn op 31 januari 2001.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 17 januari 2002.

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

XXI. Assurance hospitalisation

Art. 25. Les parties conviennent d'ajouter les dispositions suivantes à l'assurance hospitalisation :

la couverture maxi et super forfaitaire (clinique d'un jour) pour l'assurance hospitalisation;

d'élargir à 2 mois avant la période de pré- et de posthospitalisation et de 6 mois après l'hospitalisation.

XXIII. Validité

Art. 26. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} février 1999 et cesse d'être en vigueur le 31 janvier 2001.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 17 janvier 2002.

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 865

[C - 2002/29119]

17 JANVIER 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des services d'accueil spécialisé de la petite enfance agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 5, § 1^{er}, II;

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, tel que modifié;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, notamment les articles 4 et 43;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 fixant la part variable des subventions pour frais de prise en charge des jeunes;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 5 décembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 décembre 2001;

Vu l'urgence motivée en ce que les systèmes comptables de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et de la Direction générale de l'Aide à la jeunesse ont été adaptés pour tenir compte du passage à l'euro et des nouvelles modalités de subventionnement prévues par le présent arrêté au 1^{er} janvier 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 32.684/4, donné le 14 décembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition des Ministres qui ont l'Enfance et l'Aide à la Jeunesse dans leurs attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les services d'accueil spécialisé de la petite enfance, ci-après dénommés les services, ont pour objectif d'offrir une prise en charge temporaire aux enfants en vue de favoriser leur réinsertion dans le milieu de vie. Ces services sont les établissements anciennement dénommés centres d'accueil et pouponnières.

§ 2. Les services ont pour missions d'organiser :

1° l'hébergement d'enfants dans un cadre collectif et résidentiel;

2° l'accompagnement et l'encadrement d'enfants au sein de leur milieu de vie, en suite d'un hébergement.

§ 3. Conformément aux dispositions déterminées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, chaque service élabore un projet et offre un environnement et un encadrement social et médical adaptés aux besoins et à l'âge de l'enfant.

Art. 2. § 1^{er}. La prise en charge d'un enfant par un service est limitée à douze mois, sauf dérogation accordée aux conditions et selon les modalités suivantes :

1° la prise en charge d'un enfant, tant en hébergement qu'en suivi post-hébergement, peut être prolongée sur base d'une demande dûment justifiée et introduite conformément à l'une des procédures décrites au § 2 ou au § 3, selon qu'il s'agit d'une prise en charge de type privé ou relevant d'une instance de l'aide à la jeunesse;

2° les prolongations de la prise en charge d'un enfant, tant en hébergement qu'en suivi post-hébergement, sont renouvelables et peuvent être accordées par périodes de maximum six ou douze mois, selon qu'il s'agit d'une prise en charge de type privé ou relevant d'une instance de l'aide à la jeunesse.

§ 2. Pour une prise en charge de type privé, la dérogation est accordée moyennant le respect des conditions suivantes :

1° la production par le service concerné des documents suivants, transmis au service d'inspection de l'Office de la Naissance et de l'Enfance au plus tard un mois avant l'échéance de la prise en charge :

— une demande écrite dûment datée et motivée et précisant la durée de la prolongation demandée;

— un rapport social reprenant les éléments actualisés du suivi de l'enfant ainsi que les motifs de la demande de prolongation sur base d'un bilan du projet individualisé de guidance et d'encadrement;

2° l'avis favorable du service d'inspection de l'Office de la Naissance et de l'Enfance sur la demande de prolongation, sa motivation et la durée de celle-ci, avis tenant compte de la réglementation de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et notamment du fait que tout service doit assurer à l'enfant une réinsertion dans le milieu de vie ou, à défaut, rechercher une solution alternative et que le suivi post-hébergement doit garantir la mise en place et le suivi de relais extérieurs.

Dans le cas où les conditions énumérées aux points 1° et 2° sont remplies, le service d'inspection de l'Office de la Naissance et de l'Enfance communique son accord au service concerné dans les plus brefs délais.

Dans le cas où les conditions énumérées aux points 1° et 2° ne sont pas remplies, la demande de dérogation doit faire l'objet d'une décision de l'Administration générale de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, sur base de l'avis du service d'inspection. L'Administration générale de l'Office de la Naissance et de l'Enfance notifie sa décision au service concerné dans le mois.

§ 3. Pour une prise en charge relevant d'une instance de l'aide à la jeunesse, la dérogation est accordée par la Direction générale de l'aide à la jeunesse sur base d'une demande dûment motivée et justifiée introduite auprès de celle-ci par l'instance de l'aide à la jeunesse.

La Direction générale de l'aide à la jeunesse notifie son accord ou son refus à l'instance de l'aide à la jeunesse, laquelle est chargée d'informer le service concerné.

En cas de refus de prolongation, la période prenant cours le jour prévu de l'échéance de la prise en charge et se terminant le jour de la réception de la notification du refus de prolongation communiquée par l'instance de l'aide à la jeunesse est considérée comme une période de prise en charge subsidiable par l'administration de l'aide à la jeunesse.

Art. 3. Au premier jour de la prise en charge, l'enfant est âgé de moins de 7 ans, sauf si l'un de ses frères ou sœurs âgé de moins de 7 ans est pris en charge dans le même service. Dans tous les cas, la prise en charge prend fin le jour où l'enfant atteint l'âge de 12 ans.

Art. 4. Les services font l'objet d'un agrément par l'Office de la Naissance et de l'Enfance suivant les conditions et la procédure arrêtées par le Gouvernement.

Cet agrément ouvre le droit à l'octroi de subventions conformément aux dispositions du présent arrêté.

L'Office de la Naissance et de l'Enfance détermine pour chaque service la capacité de prises en charge définie comme le nombre maximum d'enfants que le service est autorisé à prendre en charge simultanément.

Art. 5. Les services respectent le code de déontologie visé à l'article 4 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse et les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999 relatif au code de qualité.

Art. 6. Les services sont habilités à apporter leur concours à l'application du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse. A ce titre, les services bénéficient de subventions octroyées par la Communauté française. Ces subventions sont dues au service pour autant que celui-ci remplisse toutes les conditions du présent arrêté et qu'il prenne en charge un enfant qui a fait l'objet d'une mesure décidée par un conseiller ou par un directeur de l'aide à la jeunesse ou d'une mesure prise en vertu de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, leur confiant l'enfant. Ces mesures sont attestées par un mandat écrit.

Art. 7. L'octroi des subventions visées à l'article 6 est organisé comme suit :

1° Le nombre total de journées de prises en charge subventionnées annuellement par la Communauté française est fixé par le Gouvernement; à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, ce nombre est fixé à 94 561 journées.

2° La Direction générale de l'aide à la jeunesse, en concertation avec l'Office de la Naissance et de l'Enfance, détermine chaque année le nombre de journées de prises en charge attribué à chaque service, en ce compris les services gérés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

3° Les crédits prévus à l'allocation de base 33.20.14 de la division organique 17 inscrite au budget annuel des dépenses de l'aide à la jeunesse sont attribués par enveloppe à chaque service.

La Direction générale de l'aide à la jeunesse communique à chaque service et ce, pour le 31 janvier au plus tard, l'enveloppe qui lui est attribuée pour l'année civile en cours. A défaut d'en avoir été informé à cette date, le service bénéficiera pour l'année en cours d'une enveloppe au moins égale à celle octroyée l'année précédente.

Cette enveloppe est déterminée en fonction :

— des crédits prévus à l'allocation de base 33.20.14 de la division organique 17 inscrite au budget annuel des dépenses de l'aide à la jeunesse;

— du pourcentage que représente le montant de la subvention octroyée au service par rapport au montant global des subventions allouées à l'ensemble des services pendant la période de référence fixée par le Ministre ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions;

— le cas échéant, d'une proposition de révision de l'enveloppe soumise par le comité d'accompagnement visé à l'article 11.

4° L'enveloppe visée au § 3 est liquidée mensuellement.

5° Les frais médicaux exceptionnels, paramédicaux, psychothérapeutiques, d'orthèses, d'achat de matériel fourni par les bandagistes ou les orthopédistes et de prothèses encourus par le service sont pris en charge, moyennant son accord, par le pouvoir public ou l'organisme public, autre que l'Office de la Naissance et de l'Enfance, qui a confié l'enfant.

6° Le nombre de journées de prises en charge relevant d'une instance de l'aide à la jeunesse et réalisées en dehors de chaque service dans le cadre d'un travail de réinsertion dans le milieu de vie doit correspondre à 10 % minimum et 30 % maximum du nombre de journées de prises en charge attribuées par la Direction générale de l'aide à la jeunesse au service.

En cas de non-respect de ces deux normes pendant deux années consécutives, le service en informe l'administration de l'aide à la jeunesse ainsi que le comité d'accompagnement visé à l'article 11.

Le comité d'accompagnement prend connaissance des motifs invoqués par le service et envisage avec lui toutes les mesures susceptibles de lui permettre de rencontrer les pourcentages de prises en charge visés au premier alinéa.

7° Sans préjudice de l'article 10, l'enveloppe visée au point 3° est acquise pour autant que le nombre de journées de prises en charge relevant d'une instance de l'aide à la jeunesse et réalisées par le service au terme de l'année civile soit au moins égal à 70 % du nombre de journées de prises en charge visé au point 2°. A défaut, l'enveloppe annuelle du service fait l'objet d'une diminution calculée sur base du pourcentage que représente la différence entre 70 % et le pourcentage réalisé.

Art. 8. L'Office de la Naissance et de l'Enfance contrôle l'octroi des subventions, d'initiative ou à la demande de la Direction générale de l'aide à la jeunesse.

Art. 9. Le calcul et l'octroi des subventions attribuées aux services, à charge de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, sont effectués comme suit :

1° Les crédits réservés aux services dans le budget annuel élaboré par les organes de gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, sont attribués par enveloppe à chaque service;

2° L'Office de la Naissance et de l'Enfance communique à chaque service et ce, pour le 31 décembre au plus tard, l'enveloppe qui lui est attribuée pour l'année budgétaire en cours. A défaut d'en avoir été informé à cette date, le service bénéficiera pour l'année budgétaire en cours d'une enveloppe au moins égale à celle octroyée l'année budgétaire précédente.

3° L'enveloppe visée au point 1° est fixée sur base du pourcentage que représente le montant de la subvention octroyée au service par rapport au montant global des subventions allouées à l'ensemble des services pendant une période de référence que l'Office de la Naissance et de l'Enfance détermine et, le cas échéant, d'une proposition de révision de l'enveloppe soumise par le comité d'accompagnement visé à l'article 11;

4° L'enveloppe calculée conformément au point 3° est liquidée trimestriellement ou mensuellement, sous forme d'avance sur subsides, à raison respectivement d'un quart ou d'un douzième de l'enveloppe pendant les onze premiers mois de l'exercice budgétaire. A la fin de l'exercice budgétaire, pour le calcul du solde à liquider :

— il est fait application des dispositions fixées aux articles 9, 6° et 10;

— il est tenu compte du montant de toutes les dépenses réelles justifiées de l'exercice, déduction faite des subventions visées à l'article 7, 3°, perçues au cours de l'exercice budgétaire.

Les subsides perçus indûment par le service doivent être remboursés à l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

5° Le service transmet annuellement à l'Office de la Naissance et de l'Enfance un relevé des dépenses réelles justifiées et un relevé des journées de prises en charge distinguant les prises en charge en hébergement et les prises en charge réalisées dans le cadre d'un travail de réinsertion dans le milieu de vie.

Pour les prises en charge de type privé, sont considérées comme travail de réinsertion dans le milieu de vie, les activités, y compris l'hébergement temporaire extérieur, menées à l'initiative du service et subordonnées aux conditions suivantes :

— l'élaboration d'un projet individualisé de guidance et d'encadrement, y compris ses modalités d'évaluation, reconnu par l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

— l'accord des personnes investies de l'autorité parentale;

— l'implication du service dans le travail de réinsertion dans le milieu de vie.

6° A la fin de l'exercice budgétaire et sans préjudice de l'article 10, pour autant que les dépenses réelles le justifient, l'Office de la Naissance et de l'Enfance est habilité à octroyer au service le solde de l'enveloppe visée au point 3 pour autant que le nombre de journées de prises en charge de type privé réalisées par le service soit au moins égal à 70 % du nombre de journées de prises en charge de type privé des quatre premiers trimestres relatifs à la période de référence ayant servi de base au calcul de l'enveloppe visée au point 3°. A défaut, l'enveloppe annuelle du service fait l'objet d'une diminution calculée sur base du pourcentage que représente la différence entre 70 % et le pourcentage réalisé.

Art. 10. Considérées globalement, les journées de prises en charge de type privé ou relevant d'une instance de l'aide à la jeunesse et réalisées par le service au terme de l'année civile doivent atteindre 75 % minimum du nombre total de journées de prises en charge attribuées au service.

Dans le cas où la condition de 75 % n'est pas remplie, les enveloppes annuelles visées aux articles 7, 3° et 9, 3°, font l'objet d'une diminution calculée sur base du pourcentage que représente la différence entre 75 % et le pourcentage de l'activité réalisée globalement. Le montant de cette diminution est réduit du montant des diminutions appliquée conformément aux articles 7, 6° et 9, 6°.

Art. 11. Un comité d'accompagnement est tenu de se réunir au moins une fois par an et peut être convoqué à la demande d'un de ses membres. Il est composé :

- d'un représentant du Ministre qui a l'Enfance dans ses attributions;
- d'un représentant du Ministre qui a l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions;
- d'un représentant du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;
- d'un représentant de l'Administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;
- d'un représentant de la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse;
- d'un représentant de l'Inspection des Finances;
- de trois représentants des services, désignés par ceux-ci en leur sein.

Le comité a un rôle de coordination et d'avis notamment sur :

- tout problème de programmation et de budget;
- la répartition des subventions attribuées par enveloppe aux services, tenant compte notamment du fait qu'il y ait eu des diminutions visées aux articles 7, 6° et 9, 6° et des caractéristiques de la population accueillie;
- la fixation du nombre de journées de prises en charge attribué aux services;
- la répartition des soldes des subventions;
- tout autre problème spécifique qui aurait une incidence sur les prises en charge et leur subsidiation;
- le non respect des pourcentages prévus à l'article 7, 5°

Art. 12. Le Ministre qui a l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions et l'Office de la Naissance et de l'Enfance sont habilités à attribuer le solde des subventions visées respectivement aux articles 7, 3° et 9, 3°, selon une répartition entre services déterminée respectivement par la Direction générale de l'aide à la jeunesse et l'Office de la Naissance et de l'Enfance, après avis du comité d'accompagnement.

Art. 13. § 1^{er}. Lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public autre que l'instance relevant de l'aide à la jeunesse ou l'Office de la Naissance et de l'Enfance confie un enfant à un service, il intervient à concurrence des taux journaliers suivants, comprenant les frais d'entretien de l'enfant; tels que en vigueur au 1^{er} janvier 2002.

enfant de 0 à 3 ans	67,77 EUR
enfant de 3 à 7 ans	64,48 EUR
enfant de plus de 7 ans	51,66 EUR

Pendant les périodes que l'enfant hébergé passe en dehors de chaque service dans le cadre d'un travail de réinsertion dans le milieu de vie, l'intervention du pouvoir public ou de l'organisme public autre que l'instance relevant de l'aide à la jeunesse ou l'Office de la Naissance et de l'Enfance est fixée à 100 % des taux visés au premier alinéa du présent article.

§ 2. A chaque prise en charge d'un enfant réalisée dans le cadre d'un travail de réinsertion dans le milieu de vie, une allocation de 3,54 euros est octroyée par le service aux personnes qui ont la charge de l'enfant, pour autant que l'enfant soit bénéficiaire d'allocations familiales perçues par le pouvoir ou l'organisme public qui a placé l'enfant dans le service. Cette allocation est due au service par le pouvoir ou l'organisme public, autre que l'instance relevant de l'aide à la jeunesse ou l'Office de la Naissance et de l'Enfance, qui perçoit les allocations familiales.

Art. 14. Pour les enveloppes visées aux articles 7, 3° et 9, 3° ainsi que pour les montants visés à l'article 13, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunérations à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, modifiée par les arrêtés subséquents.

Art. 15. Le service demande aux parents ou aux personnes qui ont la charge de l'enfant une participation financière par journée d'hébergement, sauf lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public autre que l'Office de la Naissance et de l'Enfance prend en charge, conformément à l'article 7 ou 13, la totalité des frais d'entretien de l'enfant que lui confie un service. La participation financière est fixée conformément à l'arrêté du 29 mars 1993 de l'Exécutif de la Communauté française fixant la contribution des parents ou des tiers dans les frais de séjour des enfants dans les crèches, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance et services de gardiennes encadrées subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Si un pouvoir public ou un organisme public autre que l'Office de la Naissance et de l'Enfance intervient pour couvrir une partie des frais d'entretien de l'enfant, la participation financière visée à l'alinéa 1^{er} est diminuée de l'intervention qui est payée au service.

Art. 16. Les services se soumettent à l'inspection comptable et pédagogique de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Art. 17. Les services agréés à la date du 31 décembre 2001 conformément aux dispositions antérieurement applicables sont réputés agréés jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté à prendre sur la base de l'article 4.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Art. 19. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des pouponnières et centres d'accueil agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance du 17 juillet 1998 est abrogé au 31 décembre 2001.

Art. 20. Les Ministres qui ont l'Enfance et l'Aide à la Jeunesse dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 janvier 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance,
J.-M. NOLLET

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse,
Mme N. MARECHAL

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 865

[C — 2002/29119]

17 JANUARI 2002. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene regeling en tot vaststelling van de modaliteiten van subsidiëring van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind, erkend door de « Office de la Naissance et de l'Enfance »**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, II;

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op de artikelen 4 en 43;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 tot bepaling van het veranderlijk gedeelte van de toelagen voor de kosten voor tenlasteneming van jongeren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financien, gegeven op 5 december 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 6 december 2001;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gewettigd door het feit dat de rekeningenstelsels van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » en de algemene directie Hulpverlening aan de Jeugd aangepast zijn om rekening te houden met het overschakelen naar de euro en met de nieuwe subsidiemodaliteiten bepaald bij dit besluit op 1 januari 2002;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 32.684/4, gegeven op 14 december 2001, bij toepassing van artikel 84, 1ste lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Ministers tot wier bevoegdheid het Kinderwelzijn en de Hulpverlening aan de Jeugd behoren,

Besluit :

Artikel 1. § 1. De gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind, hierna de diensten genoemd, hebben als doel een tijdelijke opname aan de kinderen te bieden met het oog op het bevorderen van hun reïntegratie in het leefmilieu. Deze diensten zijn de vroegere zogenaamde opvangcentra en kinderdag- en nachtverblijven.

§ 2. De diensten hebben als opdracht :

1° het verblijf van de kinderen in een collectief en residentieel kader te organiseren;

2° de begeleiding en de omkadering van de kinderen in hun leefmilieu, als gevolg van een verblijf te organiseren.

§ 3. Overeenkomstig de bepalingen vastgesteld door de « Office de la Naissance et de l'Enfance », stelt elke dienst een project op en biedt hij een sociale en medische omgeving en omkadering, die overeenkomen met de behoeften en de leeftijd van het kind.

Art. 2. § 1. De opname van een kind door een dienst wordt beperkt tot twaalf maanden, behoudens afwijking toegestaan op de volgende voorwaarden en volgens de volgende modaliteiten :

1° de opname van een kind, zowel in verblijf als naverblijf, mag verlengd worden op basis van een aanvraag behoorlijk gemotiveerd en ingediend volgens één van de procedures bedoeld in § 2 of § 3, naarmate het een privé-opname of een opname door een dienst van de Hulpverlening aan de Jeugd betreft;

2° de verlengingen van de opname van een kind, zowel in verblijf als in naverblijf, zijn hernieuwbaar en mogen slechts worden toegekend per periode van maximaal zes of twaalf maanden, naarmate het een privé-opname of een opname door een dienst van de Hulpverlening aan de Jeugd betreft.

§ 2. Voor een privé-opname, wordt de afwijking toegestaan mits de voldoening aan de volgende voorwaarden :

1° het leveren door de betrokken dienst van de volgende documenten, doorgestuurd naar de Inspectiedienst van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » uiterlijk één maand voor het einde van de opname :

- een schriftelijke aanvraag gedateerd en gemotiveerd, die de duur van de aangevraagde verlenging bepaalt;
- een sociaal verslag dat de geactualiseerde elementen opneemt van de begeleiding van het kind alsmede de redenen van de aanvraag om verlenging op basis van een balans van het geïndividualiseerd project inzake begeleiding en omkadering;

2° het gunstig advies van de inspectiedienst van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » over de aanvraag om verlenging, de motivatie en de duur ervan, houdende rekening met het reglement van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » en inzonderheid met het feit dat elke dienst het kind een reïntegratie in het leefmilieu moet verzekeren of, indien dit niet het geval is, een alternatieve oplossing moet zoeken en dat het naverblijf de opstelling en het volgen van buitendiensten moet verzekeren.

Ingeval er aan de voorwaarden opgesomd in 1° en 2° is voldaan, deelt de inspectiedienst van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » zijn toestemming zo vlug mogelijk mee aan de betrokken dienst.

Ingeval er aan de voorwaarden opgesomd in 1° en 2° niet is voldaan, moet de Algemene Administratie van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » beslissen over de aanvraag om afwijking, op basis van het advies van de inspectiedienst. De Algemene Administratie van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » maakt haar beslissing binnen de maand bekend aan de betrokken dienst.

§ 3. Voor een opname die ressorteert onder een dienst van de Hulpverlening aan de Jeugd, wordt de afwijking toegestaan door de Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd op basis van een gemotiveerde en gestaafde aanvraag, ingesteld bij deze door de Hulpverlening aan de Jeugd.

De Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd maakt haar toestemming of weigering aan de dienst van de Hulpverlening aan de Jeugd bekend, die dan gehouden is de betrokken dienst ervan op de hoogte te brengen.

In geval van weigering van verlenging, wordt de periode die begint op de voorziene laatste dag van de opname en eindigt op de dag van ontvangst van de kennisgeving van de weigering van verlenging door de dienst van de Hulpverlening aan de Jeugd beschouwd als een opnameperiode die kan worden gesubsidieerd door de administratie van de Hulpverlening aan de Jeugd.

Art. 3. Op de eerste dag van de opname is het kind jonger dan 7 jaar, behalve als één van zijn broers of zussen die jonger dan 7 jaar is, wordt opgenomen in dezelfde dienst. In ieder geval wordt de opname beëindigd op de dag waarop het kind 12 jaar wordt.

Art. 4. De diensten worden erkend door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » volgens de voorwaarden en de procedure bepaald door de Regering.

Deze erkenning geeft recht op de toekenning van subsidies overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

De « Office de la Naissance et de l'Enfance » bepaalt voor elke dienst de capaciteit van opname gedefinieerd als het maximaal aantal kinderen dat de dienst tegelijkertijd mag opnemen.

Art. 5. De diensten leven de gedragscode na bedoeld in artikel 4 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd en de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 mei 1999 betreffende de kwaliteitscode.

Art. 6. De diensten worden toegelaten hun medewerking te verlenen aan de toepassing van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd. Zo genieten de diensten de subsidies toegekend door de Franse Gemeenschap. Deze subsidies zijn aan de dienst verschuldigd voor zover deze dienst aan alle voorwaarden voldoet van dit besluit en hij een kind opneemt dat volgens een maatregel van een adviseur of directeur van de Hulpverlening aan de Jeugd of volgens een maatregel getroffen krachtens de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming die hem het kind toevertrouwen, wordt opgenomen. Deze maatregelen worden door een schriftelijk mandaat bevestigd.

Art. 7. De toekenning van de subsidies bedoeld in artikel 6 gebeurt als volgt :

1° Het totaal aantal opnamedagen jaarlijks gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt vastgesteld door de Regering; op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, wordt dit aantal vastgesteld op 94 561 dagen.

2° De algemene directie Hulpverlening aan de Jeugd, in overleg met de « Office de la Naissance et de l'Enfance », bepaalt elk jaar het aantal opnamedagen aan elke dienst toegekend, de diensten bestuurd door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » hierin inbegrepen.

3° De kredieten bepaald in de basisallocatie 33.20.14 van de organisatie-afdeling 17 ingeschreven in de jaarlijkse uitgavenbegroting van de Hulpverlening aan de Jeugd worden per enveloppe aan elke dienst toegekend.

De Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd deelt aan elke dienst en dit uiterst voor 31 januari, de enveloppe mee die hem wordt toegekend voor het lopend kalenderjaar. Bij gebrek aan mededeling op deze datum, zal de dienst voor het lopend jaar een enveloppe genieten die tenminste gelijk is aan de enveloppe van het jaar voordien.

Deze enveloppe wordt bepaald op grond :

- van de kredieten bepaald in de basisallocatie 33.20.14 van de organisatie-afdeling 17 ingeschreven in de jaarlijkse uitgavenbegroting van de Hulpverlening aan de Jeugd;

- van het percentage dat het bedrag van de subsidie toegekend aan de dienst vertegenwoordigt tegenover het totaal bedrag van de subsidies toegekend aan het geheel van de diensten gedurende de referentieperiode vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort;

- in voorkomend geval, van één van de voorstellen tot herziening van de enveloppe ingediend door het begeleidingscomité bedoeld in artikel 11.

4° De enveloppe bedoeld in § 3 wordt maandelijks uitbetaald.

5° De uitzonderlijke medische kosten, paramedische kosten, psychotherapeutische kosten, orthesekosten, kosten voor aankoop van materiaal geleverd door de bandagisten of door de orthopeden en van de prothesen voor de dienst, worden mits zijn instemming, door de openbare dienst of de openbare instelling betaald, ander dan de « Office de la Naissance et de l'Enfance », die het kind heeft toevertrouwd.

6° Het aantal opnamedagen die onder een dienst van de Hulpverlening aan de Jeugd ressorteren en die worden uitgevoerd buiten elke dienst binnen een kader van reïntegratie in het leefmilieu, moet overeenkomen met minimaal 10 % en maximaal 30 % van het aantal opnamedagen toegekend door de Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd.

In geval van niet-nakoming van deze twee normen gedurende twee opeenvolgende jaren, brengt de dienst de administratie van de Hulpverlening aan de Jeugd alsmede het begeleidingscomité bedoeld in artikel 11 ervan op de hoogte.

Het begeleidingscomité neemt kennis van de motieven aangehaald door de dienst en denkt samen met hem na over alle maatregelen die hem toelaten de percentages van opname bedoeld in het eerste lid te bereiken.

7° Onverminderd artikel 10, wordt de enveloppe bedoeld in 3° verworven voor zover het aantal opnamedagen, die ressorteren onder een dienst van de Hulpverlening aan de Jeugd en die gerealiseerd zijn door de dienst op het einde van het kalenderjaar, minstens gelijk is aan 70 % van het aantal opnamedagen bedoeld in 2°. Indien dit niet het geval is, zal de jaarlijkse enveloppe van de dienst verminderd worden volgens de berekening op basis van het percentage van het verschil tussen 70 % en het bekomen percentage.

Art. 8. De « Office de la Naissance et de l'Enfance » houdt toezicht op de toekenning van de subsidies, op eigen initiatief of op aanvraag van de Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd.

Art. 9. De berekening en de toekenning van de subsidies toegekend aan de diensten, ten laste van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », worden als volgt uitgevoerd :

1° De kredieten voorbehouden voor de diensten in de jaarlijkse begroting opgesteld door de beheersorganen van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », worden per enveloppe aan elke dienst toegekend;

2° De « Office de la Naissance et de l'Enfance » deelt aan elke dienst uiterlijk voor 31 december de enveloppe mee die hem wordt toegekend voor het lopend begrotingsjaar. Indien de dienst op deze datum daarvan niet op de hoogte is gebracht, zal hij voor het lopend begrotingsjaar een enveloppe genieten die ten minste gelijk is aan die van het vorig begrotingsjaar.

3° De enveloppe bedoeld in 1° wordt vastgesteld op basis van het percentage dat het bedrag van de subsidie toegekend aan de dienst vertegenwoordigt ten opzichte van het totaal bedrag van de subsidies toegekend aan het geheel van de diensten gedurende een referentieperiode bepaald door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » en, in voorkomend geval, van een voorstel tot herziening van de enveloppe ingediend door het begeleidingscomité bedoeld in 11;

4° De enveloppe berekend overeenkomstig 3° wordt driemaandelijks of maandelijks uitbetaald, in de vorm van een voorschot op subsidies, ten belope van respectievelijk een kwart of een twaalfde van de enveloppe gedurende de eerste elf maanden van het begrotingsjaar. Op het einde van het begrotingsjaar, voor de berekening van het uit te betalen saldo :

— worden de bepalingen bedoeld in de artikelen 9, 6° en 10 toegepast;

— wordt er rekening gehouden met het bedrag van alle verantwoorde werkelijke uitgaven van het jaar, met vermindering van de subsidies bedoeld in artikel 7, 3°, die ontvangen zijn gedurende het begrotingsjaar. De subsidies die ten onrechte zijn ontvangen door de dienst moeten terugbetaald worden aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

5° De dienst dient jaarlijks een overzicht van de verantwoorde werkelijke uitgaven in aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance » en een overzicht van de opnamedagen dat een onderscheid maakt tussen de opname in verblijf en de opname uitgevoerd in het kader van een reïntegratie in het leefmilieu.

Voor de privé-opname worden als werk voor reïntegratie in het leefmilieu beschouwd, de activiteiten, het tijdelijk buitenverblijf inbegrepen, die op initiatief van de dienst worden gevoerd en aan de volgende voorwaarden voldoen :

— het oprichten van een individueel begeleidings- en omkaderingsproject, de evaluatiemodaliteiten inbegrepen, erkend door de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

— de instemming van de personen die over de ouderlijke macht beschikken;

— de betrokkenheid van de dienst in de reïntegratie in het leefmilieu.

6° Op het einde van het begrotingsjaar en onverminderd artikel 10, voor zover de werkelijke uitgaven het wettigen, wordt de « Office de la Naissance et de l'Enfance » toegelaten de dienst het saldo van de enveloppe toe te kennen bedoeld in 3°, voor zover het aantal dagen privé-opname door de dienst georganiseerd ten minste gelijk is aan 70 % van het aantal dagen privé-opname van de vier eerste trimesters betreffende de referentieperiode die als basis heeft gediend voor de berekening van de enveloppe bedoeld in 3°. Indien dit niet gebeurt, zal de jaarlijkse enveloppe verminderd worden op basis van het percentage dat het verschil vertegenwoordigt tussen 70 % en het verkregen percentage.

Art. 10. De als globaal beschouwde dagen van privé-opname of ressorterend onder een dienst van de Hulpverlening aan de Jeugd en uitgevoerd door de dienst op het einde van het kalenderjaar moeten minimaal 75 % behalen van het totaal aantal opnamedagen voor de dienst.

Ingeval aan de voorwaarde van 75 % niet wordt voldaan, zullen de jaarlijkse enveloppen bedoeld in de artikelen 7, 3° en 9, 3° verminderd worden op basis van het percentage van het verschil tussen 75 % en het percentage van de activiteit globaal uitgevoerd. Het bedrag van deze vermindering wordt van het bedrag van de verminderingen afgetrokken overeenkomstig de artikelen 7, 6° en 9, 6°.

Art. 11. Een begeleidingscomité wordt ertoe gehouden minstens één keer per jaar bijeen te komen en kan bijeengeroepen worden op aanvraag van één van zijn leden. Hij bestaat uit :

— een vertegenwoordiger van de Minister tot wiens bevoegdheid het Kinderwelzijn behoort;

— een vertegenwoordiger van de Minister tot wiens bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort;

— een vertegenwoordiger van de Raad van Bestuur van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

— een vertegenwoordiger van de Administratie van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

— een vertegenwoordiger van de Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd;

— een vertegenwoordiger van de Inspectie van Financiën;

— drie vertegenwoordigers van de diensten, door hen en onder hen aangewezen.

Het comité heeft een coördinatie- en adviesrol, inzonderheid voor :

- alle programmatie- en begrotingsproblemen;
- de verdeling van de subsidies per enveloppe toegekend aan de diensten, houdende inzonderheid rekening met het feit dat er verminderingen geweest zijn bedoeld in de artikelen 7, 6° en 9, 6° en de karakteristieken van de opgenomen personen;
- de vaststelling van het aantal opnamedagen aan de diensten toegekend;
- de verdeling van de subsidiesaldo's;
- alle andere specifieke problemen die een invloed zouden hebben op de opname en de subsidiëring ervan;
- het niet-naleven van de percentages bedoeld in artikel 7, 5°.

Art. 12. De Ministers tot wiens bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd en de « Office de la Naissance et de l'Enfance » behoren, worden gemachtigd het saldo van de subsidies respectievelijk bedoeld in de artikelen 7, 3° en 9, 3°, toe te kennen volgens een verdeling over de diensten respectievelijk bepaald door de Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd en de « Office de la Naissance et de l'Enfance », na advies van het begeleidingscomité.

Art. 13. § 1. Wanneer een openbare dienst of een openbare instelling die ander is dan de instelling die ressorteert onder de Hulpverlening aan de Jeugd of de « Office de la Naissance et de l'Enfance » een kind aan een dienst toevertrouwt, komt die tegemoet tot beloop van de volgende dagelijkse tarieven voor de onderhoudskosten van het kind, die op 1 januari 2002 van kracht zijn.

Kind tussen 0 en 3 jaar	67,77 EUR
Kind tussen 3 en 7 jaar	64,48 EUR
Kind van meer dan 7 jaar	51,66 EUR

Gedurende de periodes waarbij het kind buiten elke dienst verblijft in het kader van een reïntegratie in het leefmilieu, wordt de tegemoetkoming van de openbare dienst of de openbare instelling die ander is dan de instelling die ressorteert onder de Hulpverlening aan de Jeugd of de « Office de la Naissance et de l'Enfance » vastgesteld op 100 % van de tarieven bedoeld in het eerste lid van dit artikel.

§ 2. Bij elke opname van een kind in het kader van een reïntegratie in het leefmilieu wordt een toelage van 3,54 euro toegekend door de dienst aan de personen die een kind tot last hebben, voor zover het kind kinderbijslag geniet, ontvangen door de openbare dienst of de openbare instelling die het kind in de dienst heeft geplaatst. Deze toelage is aan de dienst verschuldigd door de openbare dienst of de openbare instelling, ander dan de instelling die ressorteert onder de Hulpverlening aan de Jeugd of « Office de la Naissance et de l'Enfance », die kinderbijslag geniet.

Art. 14. Voor de enveloppen bedoeld in de artikelen 7, 3° en 9, 3°, alsmede voor de bedragen bedoeld in artikel 13, wordt de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, gewijzigd bij de daaropvolgende besluiten, toegepast.

Art. 15. De dienst vraagt aan de ouders of aan de personen die het kind tot last hebben, een financiële bijdrage per verblijfsdag behalve wanneer een openbare dienst of een openbare instelling ander dan de « Office de la Naissance et de l'Enfance » overeenkomstig artikel 7 of 13 het geheel van de onderhoudskosten van het kind dat de dienst hem toevertrouwt, betaalt. De financiële bijdrage wordt vastgesteld overeenkomstig het besluit van 29 maart 1993 van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de bijdrage van de ouders of van derden in de verblijfskosten van de kinderen in de crèches, peuterspeelplaatsen, gemeentelijke huizen voor opvang van kinderen en in door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » gesubsidieerde diensten voor begeleide onthaalvaders en onthaalmoeders.

Als een openbare dienst of een openbare instelling ander dan de « Office de la Naissance et de l'Enfance » bijdraagt in een deel van de onderhoudskosten van het kind, wordt de financiële bijdrage bedoeld in het eerste lid verminderd met de tegemoetkoming die aan de dienst wordt uitbetaald.

Art. 16. De diensten onderwerpen zich aan de boekhoudkundige- en pedagogische inspectie van de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Art. 17. De diensten die op 31 december 2001 erkend zijn overeenkomstig de bepalingen die voordien toepasselijk waren, worden geacht erkend te zijn tot de inwerkingtreding van het besluit te nemen op basis van artikel 4.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002.

Art. 19. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1998 houdende algemene regeling en vaststelling van de nadere regels voor de betoelaging van de door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » erkende kinderdag- en nachtverblijven en opvangcentra, wordt opgeheven op 31 december 2001.

Art. 20. De Ministers tot wiens bevoegdheid het Kinderwelzijn en de Hulpverlening aan de Jeugd behoren, worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 januari 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn,

J.-M. NOLLET

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd,

Mevr. N. MARECHAL